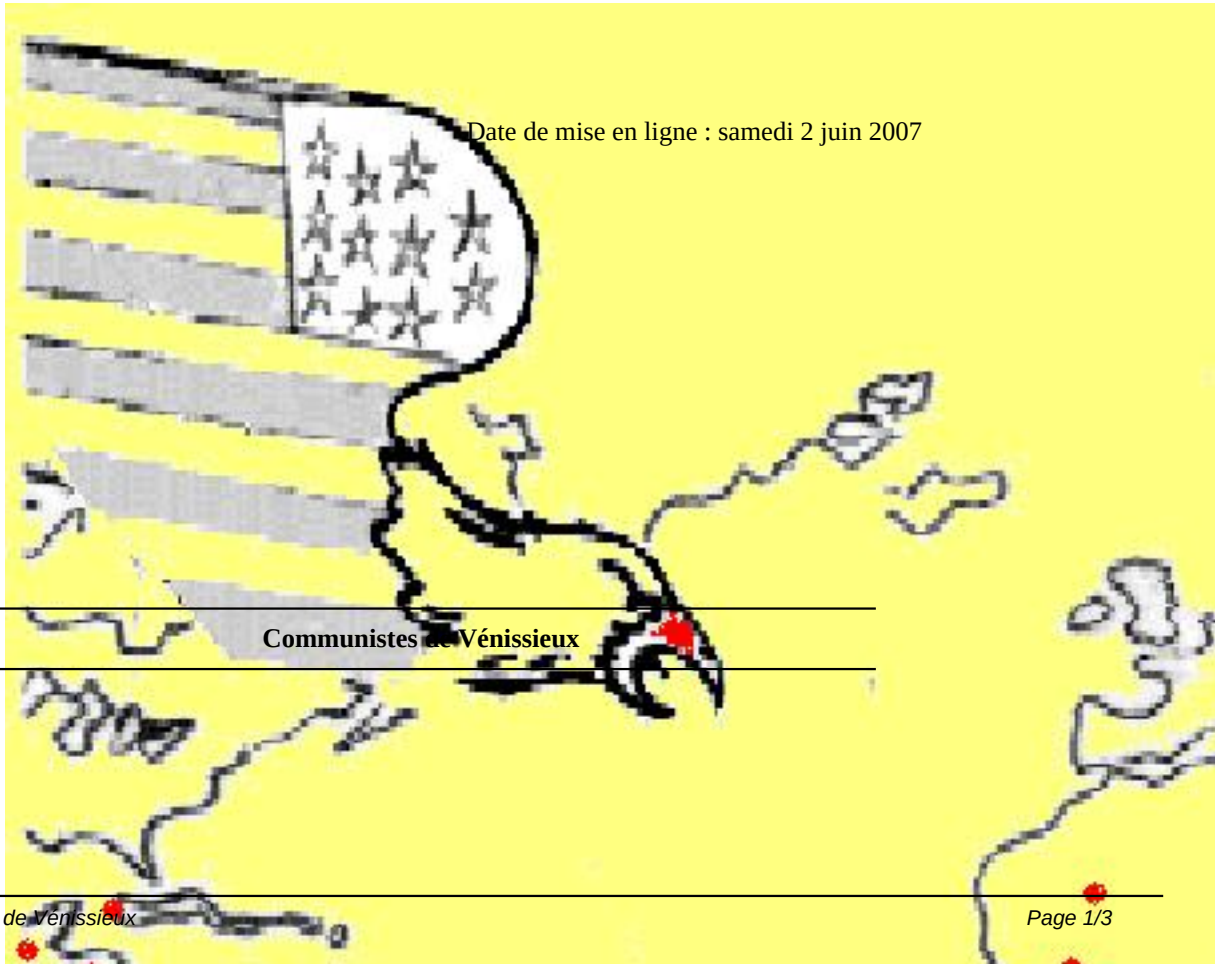
Extrait du Communistes de Vénissieux

http://pcf.venissieux.org

Sarkozy, Royal et le camp du travail

- Vie politique - 2007 avant et après ! -

Date de mise en ligne : samedi 2 juin 2007



Communistes de Vénissieux

Copyright © Communistes de Vénissieux

Le « tout sauf Sarkozy » a longtemps masqué (était-ce son rôle ?) la réalité du scénario politique présidentiel qui se termine par la course aux places et la recomposition politique. Cette diabolisation du candidat et l'idéalisme des anti-libéraux a poussé des centaines de jeunes à exprimer leur colère et à se faire tabasser puis condamner presque dans le silence, alors qu'au même moment, les dirigeants syndicaux nationaux allaient aider à préparer les premiers pas du palais présidentiel.

Comment en est-on arrivé là ?

Revenons un instant au débat du 2eme tour entre Royal et Sarkozy.

Royal dénonce la détaxation des heures supplémentaires pour augmenter les salaires car elle préfère qu'une entreprise embauche. Elle se situe ainsi dans la continuité avec une politique qui oppose depuis 25 ans salaires et emploi, notamment la loi des 35 heures. Sarkozy n'hésite pas, affirme qu'augmenter les heures supplémentaires, c'est augmenter les salaires, donc l'activité, donc l'emploi. En peu de mot, il se pose dans la rupture avec cette politique « sociale », situe sa solution dans le travail et la production de richesse..

Royal se piège dans la division du monde du travail entre « exclus » et « inclus », dans un « social » qui doit « partager », sans jamais parler du capital ou des conditions de la production de richesse... Elle ne peut être franchement Blayriste... Sarkozy s'adresse à tout le peuple pour en rassembler la plus large par possible autour de l'acceptation de l'effort dans la concurrence, au nom d'une bourgeoisie résolument engagée dans une nouvelle période historique, alors que le parti socialiste reste empêtré dans son histoire.

Depuis 20 ans, le mouvement social butte sur les divisions sociales ; réformes de la SECU et des retraites, mouvement anti-CPE, mouvement des instituteurs, crise des banlieues, NON au référendum.. voient se cottoyer, parfois se heurter, couches moyennes et quartier populaires, exclus et inclus, fonctionnaires et précaires, jusqu'à ce NON du 29 Mai utilisé par certains pour construire l'illusion d'une majorité antilibérale, alors que tout indiquait son contenu de classe, loin des forces mobilisées dans les collectifs. Depuis longtemps, aucun syndicat n'a pu ou voulu trouver les voies d'une action « générale » pour reconstruire l'unité du monde du travail. Au contraire, leur insertion institutionnelle en France, comme au niveau international les mets souvent en porte-a-faux quand des luttes déterminées se heurtent aux manipulations ou aux répressions, comme à EDF ou à Marseille..

Pourtant pour la bourgeoisie, la situation en France reste difficile. Un pays qui freine l'intégration européenne, qui peut bloquer une réforme régulièrement (1995, CPE...), qui a installé quelques ministres communistes, certes sans risques réels, mais au moment d'un durcissement à droite partout ailleurs. Un pays ou la sympathie pour le capitalisme, le marché, la bourse, reste minoritaire malgré toutes les campagnes publicitaires et politiques. Un pays ou les ouvriers peuvent voter, ou un candidat bourgeois doit être populiste, ou les « cercles libéraux' d'Alain Madelin sont absents de la présidentielle.

Elle avait préparé plusieurs alternatives dans la préparation de 2007, Villepin, Bayrou, Sarkozy, Royal, avec Le Pen en arrière plan. Sa large victoire avec Sarkozy marque la fin d'une période historique ouverte avec la signature par François Miterrand du programme commun destiné à contenir puis réduire le Parti Communiste Français. Le puissant mouvement social de Mai 68 avait ébranlé la bourgeoisie française et il lui a fallu une intense bataille

Copyright © Communistes de Vénissieux

idéologique pour « retourner » la force anticapitaliste de la jeunesse et du monde du travail en la détournant dans des batailles « sociétales » des nouveaux philosophe et de la nouvelle gauche, dans le conservatisme écologique, dans l'intégration économique de « ceux qui sont passés du Col Mao au Rotary Club » par l'usage sans vergogne du racisme pour casser la solidarité populaire encore présente à l'hiver 1995.

Le parti socialiste d'Epinay symbole de cette époque de « gauche » a joué son rôle et il n'a désormais plus de raison d'être utile dans une société ou la loi de la concurrence est pour tous, de l'ouvrier au sans-papier le quotidien indépassable dans la pratique.

Pour les réformistes, il ne reste qu'une question : qui de Bayrou, Royal ou DSK sera le leader démocrate organisant l'alternance avec le parti républicain, quelquesoit leur nom.

Pour le monde du travail, les syndicalistes, les quartiers populaires, la jeunesse et les intellectuels, il ne reste qu'une question : si le parti socialiste est devenu inutile, comment reconstruire sans commencer par les fondations, c'est à dire par le parti du monde du travail, des quartiers populaires, de la production et de la création, bref, sans engager directement la reconstruction d'un parti communiste ?

Si à l'évidence, la bourgeoisie est dans une situation de force pour accélérer la guerre sociale a son profit, elle n'est pas toute puissante ! Elle reste en échec dans les quartiers populaires, le monde ouvrier continue à voter aux élections, dans le désordre et le piège raciste, mais avec le risque toujours présent du « NON »<!-- htmlA --» [1]<!-- htmlB --». Sa victoire est d'abord le constat de l'échec politique de la gauche et d'une mécanique électorale mise au point depuis les origines, de la première élection au suffrage universel en 1848 remportée par Napoleon III au « coup d'état permanent » de la Vème république. La bourgeoisie a de plus désormais une logistique médiatique sans précédent avec la fusion organique entre les directions politiques et médiatiques que marquent les transferts entre les groupes de presse et les cabinets ministériels, et les célèbres « couples » ministres/journalistes.

Après la destruction systématique par la droite et la gauche des acquis de la résistance et de 1968, le monde du travail sait que la réalité de 2007, c'est la concurrence, la violence des affaires. Les valeurs réformistes du partage dans la concurrence, de l'assistance charitable, du « gagnant-gagnant » entre le loup et l'agneau sont devenues inacceptables. Cela a permis à la bourgeoisie Française de reconstruire un rassemblement populiste majoritaire autour des commerçants et professions libérales, des couches moyennes, d'une partie des fonctionnaires et des salariés qualifiés. Mais les contradictions de la concurrence qui n'est jamais et nulle part « libre et non faussée », mais au contraire partout et toujours « mortifère et affairiste » rend ce rassemblement explosif.

La colère sociale des quartiers populaires, du monde ouvrier, est toujours présente. Le point de vue communiste aussi, divisé, émietté, affaibli, mais avec des forces sans commune mesure avec ce qu'il représentait après la Commune de Paris. Il est seul capable de rassembler la diversité du monde du travail de répondre à la violence du marché. Il doit pour cela montrer que si la démocratie électorale est insuffisante pour y répondre, le bulletin de vote peut être autre chose qu'un renoncement à la colère et une délégation de pouvoir, peut devenir le plus fort explosif révolutionnaire s'il a pour but de construire l'organisation communiste.

Le parti socialiste a joué son rôle, il a fait son temps sous cette forme hérité de la pression d'un puissant parti communiste. Il va être bousculé, remplacé par la recomposition politique que tous nous promette. Pour les forces de gauche, l'urgent est désormais dans la reconstruction d'un parti communiste.

<!-- htmlA --»[1] <!-- htmlB --»Sarkozy ne s'y trompe pas avec son mini-traité au parlement.. le référendum reste trop risqué !

Copyright © Communistes de Vénissieux